

FINANCEMENT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Le secteur ambitionne d'arriver à un taux de 1% du PIB

Le financement réservé à la recherche scientifique est estimé à 0,6% du PIB, a déclaré, hier, Hafid Aourag, directeur de la recherche scientifique et du développement technologique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Pour le responsable, l'ambition du secteur est d'atteindre le taux 1 % du PIB.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Selon M. Aourag, le budget alloué à la recherche scientifique a évolué et a été établi en prenant en compte le salaire des enseignants et des chercheurs, le fonds national de la recherche, le financement du Comena ainsi que le budget réservé à l'Agence spatiale algérienne (Asal). Concernant ce dernier point, le responsable dira que le financement réservé à l'Asal représente un tiers de tout le financement de la recherche scien-

tifique.

«Nous ambitionnons d'aller, cependant, vers des investissements à long terme puisque pour ce qui est de la recherche scientifique, nous devons axer sur le moyen et le long terme pour pouvoir investir dans les grands projets structurants», a déclaré M. Aourag. Il dira, par ailleurs, que le programme national des technologies spatiales a un rôle important à jouer dans la recherche scientifique. Il soulignera plus loin que plus de 30

centres de recherche seront certifiés d'ici un mois. Des financements exceptionnels et des moyens importants sont nécessaires pour booster la recherche scientifique, selon le responsable.

«Pour la recherche scientifique, on ne peut parler de petits équipements mais plutôt de plateformes», a précisé l'intervenant. Il mettra aussi l'accent sur les lacunes qui entravent la recherche dont celle des ressources humaines. «Si nous n'avons pas de res-



Hafid Aourag.

Photo : DF

sources humaines, nous ne pouvons parler de stratégie» a, à cet effet, commenté le responsable. Il existe, selon lui, quatre catégories de personnel de recherche mais s'interrogera sur le nombre d'entre eux qui sont engagés dans la recherche.

A la fin de l'année dernière, annonce M. Aourag, il y avait 23 819 chercheurs universitaires permanents répartis entre 1 116 laboratoires. Ceci pour un total de 42 000 enseignants universitaires. Parmi

les chercheurs, 3 800 docteurs et une autre catégorie qui est en voie de préparation, celle des magistères qui font partie des équipes de recherche.

Les laboratoires dominants sont ceux de la physique en première place avec 90 laboratoires, suivis par ceux de l'économie avec une soixantaine de structures de recherche puis par la chimie, les sciences médicales et les mathématiques.

F.-Z. B.

SELON LE DIRECTEUR DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

«Près d'un millier de chercheurs rentreront en Algérie d'ici 2014»

S'exprimant en marge de la conférence de presse organisée, hier, en vue de passer en revue la réalisation et les perspectives du secteur, M. Aourag, directeur général de la recherche scientifique au niveau du ministère de tutelle, annoncera que cinquante chercheurs algériens établis dans les pays du Golfe souhaitent rentrer au pays mais exigent au préalable un climat de travail propice. Les chercheurs, selon l'intervenant,

repr prendront leurs postes et missions et bénéficieront d'avantages leur permettant de poursuivre leurs activités.

Selon le responsable, ils sont un millier de chercheurs qui rentreront en Algérie à l'horizon 2014. Ces statistiques, a expliqué le directeur de la recherche scientifique, découlent d'une analyse réalisée par le secteur.

F.-Z. B.

TAYEB LOUH AU SALON DE L'EMPLOI :

«Nous tablons sur la création de 64 000 microentreprises en 2012»

Le ministre du Travail et de l'Emploi, Tayeb Louh, estime que la création de

64 000 microentreprises en 2012 relève d'un grand exploit.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Accompagné de cinq ministres, dont la majorité d'obédience FLN, à savoir Abdelaziz Belkhadem, Rachid Harraoubia, Saïd Barkat, ainsi qu'un ministre MSP, Amar Ghoul, et Noureddine Moussa, un des rares ministres sans appartenance politique, Tayeb Louh a inauguré, hier, le Salon natio-

nal de l'emploi qui se déroule du 22 au 26 février 2012, au Palais des exportations des Pins-Maritimes (Safex).

Placé sous le thème «promotion de la micro-entreprise au service du développement local», ce salon connaît la participation de 450 microentreprises créées dans le cadre des différents dispositifs, à savoir Ansej, Cnac et Angem. Le ministre du Travail, qui table sur la création de 64 000 microentreprises en 2012, fera savoir en

marge de la rencontre que la priorité sera donnée aux créneaux liés aux travaux publics, au bâtiment, au tourisme et à l'artisanat.

Tayeb Louh rappellera l'initiative prise à l'issue du dernier Conseil des ministres et qui consiste à faciliter davantage l'accès aux crédits bancaires, précisant que les banques seront sommées de répondre à la demande des opérateurs dans un délai précis.

M. M.

WILAYA D'ALGER

600 entreprises sont en difficulté

Environ 600 entreprises dans la wilaya d'Alger souffrent de graves difficultés, voire sont sur le déclin. C'est ce que le consultant international Malek Serai a laissé entendre, hier, au Centre culturel du Moudjahid à Alger, lors d'une rencontre organisée par la Chambre de commerce et d'industrie Mezghena-Alger.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Et d'autant que sur les 280 000 entreprises répertoriées à Alger, ce sont seulement 12 à 15% qui bénéficient d'une réelle prise en charge de leurs problèmes financiers et autres. Et notamment dans le cadre du processus de traitement bancaire et fiscal, enclenché dès cette année mais qui ne concerne cependant que les entreprises qui répondent aux critères d'éligibilité.

Ainsi, nombre d'entreprises se retrouvent marginalisées, même si l'establishment bancaire et fiscal affiche une certaine réceptivité. D'où l'opportunité de mieux accompagner ces entreprises, un rôle que la CCI d'Alger pourrait jouer de manière dynamique. Or, la Chambre Mezghena, qui compte seule-

ment 2 000 entreprises adhérentes, peine à activer de manière efficiente.

«Nous n'activons pas suffisamment», reconnaît le président de cette CCI, Mustapha Korichi, dans un discours autocritique. Et cela même si le président de cette chambre, engagé comme son prédécesseur Brahim Bendjaber dans une dynamique de renouveau et de relance de cette chambre, a lancé une démarche de proximité avec les opérateurs économiques.

Certes, la CCI d'Alger, sous tutelle du ministère du Commerce, est fonctionnelle en termes d'organisation et d'intervention, avec des représentants au sein des instances administratives et économiques. Néanmoins, la capacité d'action de ses diri-

geants et élus est contrainte, outre des moyens humains et financiers insuffisants, par l'absence d'un siège digne de cette instance.

Et cela même si la wilaya d'Alger est disposée à assister la CCI si elle engage la réalisation d'un siège, comme l'indique le directeur de commerce d'Alger, Youcef Lamari, hôte de cette rencontre.

Mais aussi par des textes très restrictifs quant aux prérogatives des cadres et dirigeants, plusieurs membres de Mezghena craignant que le projet de révision du statut de la chambre n'aboutisse qu'à «une réformette» et renforce la mainmise de la tutelle même si celle-ci est à l'écoute.

Une situation qui incombe également aux opérateurs économiques qui manquent d'engagement effectif envers et au sein de cette chambre, à l'incapacité selon d'aucuns de la CCI à assurer sa vocation en matière de défense des intérêts de ses affiliés et autres et à jouer un rôle davantage proactif.

C. B.

IL SERA INAUGURÉ AUJOURD'HUI

Le centre de développement des satellites opérationnel

Le directeur de la recherche scientifique a annoncé l'inauguration, aujourd'hui, d'un Centre de développement des satellites à Bir El Djir, dans la wilaya d'Oran. Le centre est une entité opérationnelle de l'Agence spatiale algérienne (ASAL) qui a pour mission la conception et la réalisation des satellites d'observation de la terre par les équipes d'ingénieurs de l'agence. Ces derniers ont bénéficié au préalable d'un transfert de savoir-faire dans le cadre du développement des projets ALSAT 1 et ALSAT 2.

F.-Z. B.

Publicité

Pensée

Il est des êtres qu'on ne peut se résoudre à évoquer au passé tant ils ont marqué de leur empreinte leur passage sur cette terre, ils demeurent vivants dans nos pensées et dans nos cœurs.

Voici deux années, en ce tragique 25 février 2010, que des balles assassines ont traîtreusement fauché la vie de

Ali Tounsi dit Ghouti

de son nom de Moudjahid, en plein exercice de ses fonctions de DGSN, le ravisant à l'affection des siens et à l'estime de ses concitoyens.

Il a voué sa vie au service de l'Algérie. Dès sa plus tendre adolescence, alors que tout jeune lycéen, il a rejoint le maquis de la résistance, prêt à consentir le sacrifice suprême pour libérer son pays.

A l'indépendance, poursuivant son idéal, il a rejoint les rangs de l'ANP où il n'avait de cesse de contribuer à créer, construire, organiser les services de sécurité.

A l'heure où l'Algérie pleurait le sang de ses enfants durant la décennie noire, il a renoncé au confort d'une retraite paisible et active pour répondre à l'appel du devoir.

C'est ainsi qu'en pleine tourmente, il a pris la direction de la Sûreté Nationale pour œuvrer sans relâche au redressement de cette institution.

Par sa capacité d'anticipation, son sens de la concertation, sa quête inlassable du savoir et de la connaissance, il a su faire de cette institution un pôle remarquable de responsabilité citoyenne et républicaine.

La formation était son cheval de bataille, et son leitmotiv était «bien s'instruire pour mieux servir».

Il savait acter sa foi en la jeunesse et en la femme algérienne en leur accordant une grande considération et une juste appréciation de leur contribution au développement du pays.

Ali Tounsi, l'époux, le père, le grand-père, le frère, l'ami, le compagnon a rejoint le monde des purs, laissant un vide incommensurable mais léguant aussi un modèle de dirigeants hors du commun, que des citoyens algériens anonymes continuent de pleurer à ce jour, en venant se recueillir fidèlement sur sa tombe.

Que le Tout-Puissant prenne acte de cette félonie.

Qu'il l'accueille en Son Vaste Paradis.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous revenons.»

